

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°45-2024-025

PUBLIÉ LE 23 JANVIER 2024

# Sommaire

## **DDT 45 / DDT-SEEF**

45-2024-01-23-00001 - portant dérogation à l'interdiction de destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'une espèce animale protégée (Castor d'Europe) accordée à la mairie de Marcilly en Villette jusqu'au 28 février 2024 (3 pages)

Page 3

DDT 45

45-2024-01-23-00001

portant dérogation à l'interdiction de destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'une espèce animale protégée (Castor d'Europe) accordée à la mairie de Marcilly en Villette jusqu'au 28 février 2024

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**  
**portant dérogation à l'interdiction de destruction, altération ou dégradation**  
**de sites de reproduction ou d'aires de repos d'une espèce animale protégée (Castor d'Europe)**  
**accordée à la mairie de Marcilly en Villette jusqu'au 28 février 2024**

La Préfète du Loiret,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le Code de l'environnement, notamment ses articles L 411-1, L 411-2 et L 123-19-3 et R 411-1 à R 411-14,

**VU** le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles,

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

**VU** le décret du 13 juillet 2023 nommant Mme Sophie BROCAS, préfète de la Région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret,

**VU** l'arrêté ministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L 411-2 du Code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées,

**VU** l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 modifié par arrêté du 15 septembre 2012 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection,

**VU** l'arrêté ministériel du 28 novembre 2019 nommant M. Christophe HUSS directeur départemental des territoires du Loiret,

**VU** l'arrêté préfectoral du 21 août 2023 portant délégation de signature à M. Christophe HUSS, directeur départemental des territoires du Loiret,

**VU** l'arrêté préfectoral du 22 août 2023 portant subdélégation de signature aux agents de la Direction Départementale des Territoires du Loiret,

**VU** la demande de dérogation en date du 16 novembre 2023 présentée complète le 18 janvier 2024 par la mairie de Marcilly en Villette, située 62 place de l'église, 45240 MARCILLY EN VILLETTE, enregistrée dans ONAGRE sous le numéro de projet 2024-01-24x-00065, sollicitant l'autorisation de procéder à l'écrêtage d'un barrage de castors sur la rivière du Bourillon sur la commune de Marcilly-en-Villette,

**VU** l'avis favorable de M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire en date du 22 janvier 2024,

**VU** l'avis favorable du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel de la Région Centre-Val de Loire en date du 20 janvier 2024,

**VU** l'avis favorable de M. le Chef du service départemental de l'Office Français de la Biodiversité en date du 15 janvier 2024,

**CONSIDÉRANT** que la demande de dérogation porte sur l'écrêtage d'un barrage du castor sur une hauteur de 20 à 30 cm visant l'abaissement du niveau d'eau de la rivière et ainsi la reprise du fonctionnement normal de la station d'épuration,

**CONSIDÉRANT** qu'une intervention urgente sur le barrage du castor est justifiée pour des raisons d'ordre de santé publique en raison du dysfonctionnement de la station d'épuration,

**CONSIDÉRANT** que l'organisation d'une procédure de participation du public peut ne pas s'appliquer lorsque l'urgence est justifiée notamment pour des raisons d'ordre de santé publique,

**CONSIDÉRANT** qu'il s'agit d'une intervention effectuée dans le cadre d'un intérêt public majeur, et pour des raisons de santé et de sécurité,

**CONSIDÉRANT** que l'opération d'écrêtage doit par ailleurs assurer le maintien d'une ligne d'eau compatible avec l'accès du castor à son terrier-hutte,

**CONSIDÉRANT** que les travaux sont prévus en dehors de la période de plus forte sensibilité de l'espèce,

**CONSIDÉRANT** que le castor d'Europe est bien représenté à l'échelle de l'axe Loire dans le Loiret,

**CONSIDÉRANT** que l'espèce est recensée par le Réseau castor depuis 2017 sur le Bourillon sur la commune de Marcilly-en-Villette,

**CONSIDÉRANT** qu'il n'existe pas d'autre solution alternative satisfaisante au projet,

**CONSIDÉRANT** que la dérogation sollicitée ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations concernées dans leur aire de répartition naturelle,

**Sur** proposition du Directeur Départemental des Territoires du Loiret,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Identité des bénéficiaires**

La présente dérogation est délivrée à la collectivité de Marcilly-En-Villette représentée par Monsieur le Maire ci-après désigné « le bénéficiaire ».

### **Article 2 : Nature de la dérogation**

Les bénéficiaires sont autorisés à déroger à l'interdiction d'altération du site de reproduction du Castor d'Europe dans les conditions définies dans le présent arrêté.

### **Article 3 : Conditions de la dérogation**

La présente dérogation est délivrée sous réserve de la mise en œuvre des mesures suivantes :

- l'écrêtage du barrage situé au lieu dit « Belle fontaine » se fera sur une hauteur maximale de 30 cm, **sous la supervision d'un agent de l'Office Français de la Biodiversité, et en dehors des périodes de reproduction du Castor d'Europe et de l'élevage des jeunes au terrier (mars à juillet),**
- l'intervention préserve l'intégrité du terrier hutte situé à proximité,
- si le niveau d'eau au niveau de la station d'épuration après écrêtage du barrage ne permet pas à la station de fonctionner normalement et /ou que le castor a reconstruit son ouvrage, une seconde intervention pourra être envisagée sur la période autorisée.

Un porter à connaissance devra être adressé à la DDT qui statuera sur la base d'un nouvel avis technique de l'OFB.

#### **Article 4 : Mesures de suivi**

Un compte-rendu de l'opération menée est transmis dès la fin de celle-ci :

- à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire, service de l'eau et de la biodiversité, 5 avenue Buffon, CS 96407, 45064 ORLEANS Cedex 2,

- à la Préfecture du Loiret, Direction Départementale des Territoires, service eau, environnement et forêt, 181 rue de Bourgogne, 45042 Orléans Cedex.

Ce document comprendra la date de l'intervention, des photos de l'endroit du barrage à écrêter (avant et immédiatement après intervention) et quelques photos avant et 3 jours après l'écrêtage au niveau du trop plein de la station d'épuration.

#### **Article 5 : Durée de réalisation des activités bénéficiant de la dérogation**

La présente dérogation est accordée à compter de la date du présent arrêté et ce, jusqu'au 28 février 2024.

#### **Article 6 : Mesures de contrôle**

La mise en œuvre des dispositions visées aux articles 2 et 3 du présent arrêté peut faire l'objet de contrôle par les agents chargés de constater les infractions mentionnées à l'article L 415-3 du Code de l'environnement.

#### **Article 7 : Sanctions**

Le non respect des dispositions du présent arrêté est puni des sanctions prévues à l'article L 415-3 du Code de l'environnement.

#### **Article 8 : Exécution, publication et notification**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret et le Directeur Départemental des Territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Loiret et dont une copie sera notifiée à M. Le maire de Marcilly en Villette, à M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire, M. le Chef du service départemental de l'Office Français de la Biodiversité, M. le Lieutenant-Colonel commandant le Groupement de Gendarmerie du Loiret et M. le Ministre de la Transition écologique et solidaire.

Fait à ORLÉANS, le 23 JANVIER 2024

La Préfète,  
Pour la préfète et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Territoires,  
La Chef du pôle forêt, chasse, pêche et biodiversité

SIGNE

Véronique LEHER